

L'AGRICULTURE

LES IMPORTATIONS DE BŒUF DE LA CEE

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture et concerne les quotas que le ministre a annoncés en décembre dernier pour les importations de bœuf de la CEE. Ce bœuf provenant de l'Irlande était fortement subventionné de jusqu'à 48c. la livre.

Le ministre peut-il confirmer que le gouvernement projette de se plier au sujet de ces quotas et, par suite de pressions exercées par la CEE, va permettre que l'on supprime le contingentement des importations de bœuf au Canada?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): La réponse à cette question est bien simple, monsieur le Président, c'est non. Il serait très déplacé et stupide de notre part de donner quelque idée que ce soit de notre pouvoir de négociation, d'autant plus que ces discussions sont en cours à l'heure actuelle.

LES NÉGOCIATIONS

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, le ministre confirme donc que l'on est bel et bien en train de négocier en vue de lever le contingentement. Pourquoi le ministre trahit-il les agriculteurs de notre pays? Si le ministre veut maintenir les quotas à 5.9 millions de livres comme il a été annoncé en décembre, pourquoi négocie-t-il? Pourquoi envoyer ses hauts fonctionnaires négocier avec les pays membres de la CEE s'il n'a pas l'intention de céder?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, les observations du député montrent à l'évidence qu'il ne comprend pas très bien l'accord de commerce international. Je voudrais assurer au député et à la Chambre par votre entremise, monsieur le Président, que par suite de l'inertie du gouvernement qui a entraîné l'an dernier la ruine de l'industrie canadienne du bœuf, nous nous sommes engagés à veiller à ce que pareille catastrophe ne se répète pas en 1985. Je m'en tiens à cet engagement.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES

LA PRÉSENTATION PAR LE GOUVERNEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre, qui nous a promis un changement d'orientation fondamental quand il a été élu le 4 septembre. Le budget des dépenses nous donne pour la première fois l'occasion d'étudier les plans du gouvernement. Le premier ministre avait promis à de nombreux secteurs une aide qui n'est pas prévue dans le budget des dépenses. Les amis que le ministre des Finances compte dans Bay Street avaient réclamé une diminution massive des dépenses gouvernementales qui n'apparaît pas non plus dans les prévisions budgétaires.

Le premier ministre ne convient-il pas que ce budget des dépenses aurait très bien pu être déposé par le député de Windsor-Ouest à l'époque où il était président du Conseil du Trésor? En quoi ce budget des dépenses du gouvernement

Questions orales

diffère-t-il de ce à quoi les gouvernements libéraux successifs nous ont habitués? Où est la différence?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Il y a probablement de nombreuses différences importantes. Tout d'abord, ce document tient compte de nombreuses décisions importantes qui ont été annoncées le 8 novembre et qui ont permis au gouvernement du Canada de s'en tenir au taux de croissance le plus faible que le Canada ait connu depuis bien des années. A mon avis, c'est loin d'être négligeable, et mon honorable ami devrait s'en réjouir. Ayant pris la situation en main au milieu de l'année financière, le gouvernement s'efforce d'enrayer la croissance des dépenses publiques pour ne pas aggraver les problèmes découlant du déficit et pour éviter de provoquer une hausse des taux d'intérêt en faisant une trop vive concurrence au secteur privé dans le domaine des emprunts.

L'exposé du 8 novembre était important et portait sur des points cruciaux. Je pense que mon honorable ami sera heureux de constater également que, dans son prochain exposé, celui du budget, le ministre des Finances annoncera d'autres mesures importantes visant à créer des emplois et à rendre le Canada plus prospère.

LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au très honorable premier ministre. Ce dernier n'ignore pas l'importance de l'exemple qu'il donne au pays en cette période très difficile. Peut-il nous parler de nouveau, à un moment où le gouvernement s'efforce de réduire la croissance de ses dépenses, du genre d'exemple qu'il donne aux Canadiens en portant de 90 à 120 le nombre des employés de son bureau et en augmentant de plus de 50 p. 100 les dépenses de ce dernier? Quel genre de message transmet-il ainsi à la population?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Probablement pas un message très positif. Comme je l'ai dit aux journalistes ce matin, j'espère que c'est une mesure temporaire. Celle-ci a été prise pour diverses raisons, notamment parce que l'ancien premier ministre avait décidé d'éliminer deux ministères coordonnateurs, l'un pour les affaires sociales et l'autre pour le développement économique. A cause de cette décision, quand nous sommes arrivés au pouvoir avec le premier gouvernement progressiste-conservateur majoritaire depuis 25 ans, le BPM a été obligé de jouer un rôle accru dans la coordination et l'élaboration de l'ensemble de la politique du gouvernement, du fait de l'absence des deux ministères coordonnateurs. Mon honorable ami étant connu pour son honnêteté intellectuelle, il admettra volontiers avec moi que, je le répète, les dépenses totales du BPM représentent 0.06 p. 100 des dépenses totales du gouvernement, je . . .

Des voix: Règlement!

M. le Président: En toute déférence . . .

M. Mulroney: Je pourrais continuer, mais ils ne veulent pas en entendre davantage.